

Arrêté portant renouvellement d'autorisation de tirs d'élimination de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse en cœur du Parc national des Cévennes
n°2021-0281 du 3 août 2021

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 6,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes,

Vu les recommandations du conseil scientifique de l'établissement public en date du 6 juin 2018,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 25 juin 2020 n°20200284 réglementant la chasse au grand gibier dans le cœur du Parc national des Cévennes pour la campagne 2020-2021 et fixant la fermeture de la chasse du sanglier au 28 février 2021,

Vu la demande Mme Sylvette COSTE-GERVAIS, propriétaire exploitante en cœur du Parc national, signalant la poursuite et l'importance des dégâts de sangliers sur les parcelles de l'exploitation, notamment au lieu-dit « Gourdouze », et sollicitant la mise en place de tirs d'élimination des animaux responsables, reçue le 2 août 2021,

Vu l'arrêté n° 2021-0220 portant autorisation de tirs de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse en cœur du Parc national des Cévennes, en date du 25 juin 2021, et le résultat des opérations et des tirs réalisés dans le cadre de cet arrêté,

Vu le constat de M. Maxime REDON, chargé de mission *Chasse* de l'établissement public en date du 3 août 2021,

Vu l'avis favorable de M. André THEROND, président de la Fédération départementale des chasseurs de la Lozère, en date du 3 août 2021,

Considérant la poursuite et l'importance des dégâts commis par l'espèce sanglier sur les parcelles de l'exploitation en dépit des opérations réalisées dans le cadre de l'arrêté susvisé,

Considérant que l'élimination par tirs des animaux responsables des préjudices, peut contribuer à résorber les dégâts signalés et permettre les travaux de remise en état,

ARRETE

Article 1 :

MM.AUBURTIN Eric et SALLES Michel, autorisés à chasser en cœur du Parc national des Cévennes et détenteurs d'un permis de chasser visé et validé au titre de la campagne 2021-2022, sont **autorisés à pratiquer des tirs en dehors de la période d'ouverture de la chasse selon les conditions définies ci-après :**

- *nature des tirs :* tirs d'élimination de sanglier à titre individuel
via les techniques d'approche et d'affût sans chien
- *localisation des tirs :* LOZERE / commune de Vialas / Lieu-dit Gourdouze / sur ou à proximité immédiate des parcelles exploitées par la pétitionnaire, en cœur du Parc national des Cévennes

Article 2 :

L'autorisation visée à l'article 1 est assortie des prescriptions suivantes :

- les animaux abattus dans le cadre de la présente autorisation deviennent propriété du tireur,
- le bénéficiaire assure le traitement et/ou l'évacuation de l'animal abattu selon les dispositions prévues par la réglementation en vigueur. Il est informé du risque de « trichine » pour toute ou partie de carcasse traitée en vue d'être cédée ou directement consommée,
- en fin d'opération, chaque bénéficiaire adresse obligatoirement un compte-rendu détaillé au chargé de mission *Chasse* de l'établissement public au siège du Parc national des Cévennes, selon le modèle annexé au présent arrêté.

Article 3 :

La présente autorisation prend effet à compter de sa signature et cesse de plein droit le 3 septembre 2021.

Article 4 :

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes



Anne LEGILE

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Etablissement public du Parc national des Cévennes
Service *Développement durable*
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - EP PNC / SG
- copies :
 - Pétitionnaire
 - DDT 48
 - ONCFS 48
 - FDC 48
 - Association cynégétique du Parc national des Cévennes
 - EP PNC / massif Mont Lozère
 - EP PNC / SDD (dossier n°2021-1606)



Parc national des Cévennes

page2/3